

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Etranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL

PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADRESSER LETTRES ET MANDATS

A L'ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ

RENÉ CHAUVIN

ALLEZ-Y !

C'est entendu. Sous le titre d'Économie sociale, une place, une très large place va être faite dans l'Exposition universelle de 1900 à la mutualité ou à l'assistance sous toutes ses formes.

Nos gouvernants entendent montrer au monde ce que l'humanité a recueilli sur sa route pendant ce voyage de tout un siècle. Et, pour ce, on va étaler par le menu, avec des étiquettes d'un aune, la série innombrable des œuvres et institutions au profit — moral et matériel — des classes laborieuses.

Rien ne sera oublié : ni les logements à bon marché par lesquels les petits « manteau-bleu » d'Anzin et de Montceau rivent à la sous-glèbe leur chair-à-grisou ; ni les coopératives à la Watrin qui, par la mesure quotidienne de pain ouvrier, conduisent à la réduction des salaires ; ni les bureaux de bienfaisance dont la clientèle pour Paris seulement dépasse 500,000 inscrits ou inscrites — plus d'un cinquième de la population !

On ne nous fera grâce ni d'un lit d'hôpital, ni d'une bourse, ni d'une crèche, ni d'un fourneau économique.

Caisse d'épargne et sociétés de Saint-Vincent-de-Paul, Bouchée de pain et fournitures scolaires, toute la philanthropie privée et publique y passera.

Il s'agit, en même temps que de faire éclater à tous les yeux le grand cœur des privilégiés de l'ordre actuel, de justifier et de glorifier un ordre de choses capable de tant de bienfaits. Il s'agit d'accabler le prolétariat sous le poids des soins et des secours dont il se trouve comblé sans paraître s'en douter. Il s'agit d'établir l'injustice de ses réclamations et de le convaincre lui-même de la plus noire ingratitude.

Et, pour une démonstration aussi conservatrice, n'avez cure, on fera défiler tout ce qui a été fait depuis cent ans pour les petits, pour les faibles, pour la masse de l'humanité souffrante. On y ajoutera même ce qui n'a pas été fait — ce qui est et menace de rester longtemps encore à l'état de simple projet.

Mais, loin de songer à briser ou seulement à ternir de notre souffle impur de révolutionnaire cette espèce de miroir plus grand que nature, dans lequel notre bourgeoisie s'apprête à se contempler, elle et son œuvre séculaire, nous voici disposés à aider ses Guillot et autres sous-Berger à le monter et à le mettre bien au point.

Allez-y gaiment, messieurs ! oui, entassez les millions sur les millions généreusement abandonnés par l'oisiveté capitaliste à la misère ouvrière, parce que c'est votre « plus secourable des sociétés » qu'écraseront, comme Pelion sur Ossa, ces largesses dont vous avez l'impudence — et l'imprudence de vous vanter.

La première réflexion, en effet, que le spectacle de cet énorme budget de la charité publique et privée inspirera, je ne dis pas seulement au prolétaire, mais à tout homme non aveuglé par son intérêt immédiat, c'est que le travail — qui est la source de toutes richesses — doit être bien extraordinairement exploité pour que les travailleurs ne puissent subvenir aux couches de leurs femmes, à l'instruction de leurs enfants, voire à leurs propres besoins, et pour qu'à tous les moments de leur existence, dans leurs actes les plus organiques, pour manger, pour se vêtir,

pour se soigner, pour procréer, pour mourir, il leur faille passer par l'aumône, subie, sinon sollicitée, de vos bons de pain, de vos maternités, de vos médicaments gratuits, de vos hospices, etc.

Et, à voir ce budget grossir d'année en année, on en déduira naturellement et nécessairement que, loin d'aller en diminuant comme le prétend l'optimisme économique, l'exploitation du travail va crescendo, puisque chaque année doit se multiplier une assistance qui ne représente que l'écart existant entre les ressources — ou le salaire — des travailleurs et leurs besoins.

Une autre réflexion qui ne manquera pas de s'imposer à tout esprit non prévenu, c'est que ce travail, qui suffit de moins en moins à faire vivre le travailleur, doit être cependant bien productif pour que la classe de ceux qui en accaparent les fruits puissent — sans apporter la moindre réserve à tous leurs caprices, sans cesser d'épargner, d'accumuler pour eux et leurs descendants — ajouter au luxe de leur fainéantise le luxe d'une bienfaisance se chiffant annuellement par près d'un milliard.

Et la conclusion — conclusion fatale — que tirera de tout ceci la logique populaire, ce sera d'abord que « le bien réalisé » en faveur des classes laborieuses par ce qu'il est convenu d'appeler « de louables et généreuses initiatives », n'est qu'une restitution partielle, aussi insuffisante dans le fonds qu'humiliante dans la forme, de tous les biens créés par elles et dont elles sont de plus en plus dépossédées.

Ce sera ensuite que toutes les œuvres et institutions destinées à améliorer la condition physique et morale des salariés ne suppléent et ne suppléeront jamais pour ces derniers au produit intégral de leur travail qui les mettra en mesure d'être à eux-mêmes leur providence, qui est leur dû, et qui ne saurait être obtenu que par l'abolition du salariat, de même que l'abolition du salariat ne peut sortir que d'une révolution socialisant les moyens de production détenus aujourd'hui par une poignée de non-producteurs.

De telle sorte qu'au lieu de surgir réhabilité et affermi du débailage qui se prépare, le régime capitaliste en surgira plus condamné et plus ébranlé que jamais. Cette véritable exposition — dans le sens judiciaire et infamant du mot — ne fera que fournir au prolétariat, humilié et volé, de nouvelles raisons et de nouvelles forces pour poursuivre sa voie révolutionnaire.

Amen !

JULES GUESDE

1871-1898

Les Dominicains qui tiennent école — de réaction — à Arcueil, exerçaient le même commerce dans la même banlieue en 1871. La marchandise — ou l'éducation — n'a pas varié.

Comme aujourd'hui, il y a vingt-huit ans, ils condamnaient — un peu moins haut cependant — « les excès d'une liberté folle qui s'impatiente et se révolte contre la force », et en même temps qu'ils songeaient à « brandir le glaive, à terroriser, à sévir et à frapper », ils s'élevaient contre « les prétentions du civilisme qui veut se subordonner le militaire ».

Mais, tandis que la République d'aujourd'hui envoie à ces factieux en robe blanche le généralissime de ses armées présider en grand uniforme leurs distributions de prix, la République d'alors — c'était la Commune — les faisait cueillir en botte par une compagnie de fédérés et les expédiait à Mazas, en attendant le mur final.

Les temps sont changés, nos gouvernants aussi.

On nous permettra de préférer les anciens et leur façon d'affirmer la suprématie du pouvoir civil.

Un des élus du Parti, le citoyen Krauss, a avisé le gouvernement qu'il l'interpellerait à la rentrée sur le cas du général Jamont, ce commandant en chef des armées de la République qui a couvert de sa présence et de sa présidence le langage du père Didon suant le sang et l'insurrection militaire.

Le citoyen Fournière, député de l'Aisne, a écrit dans le même sens au président du Conseil.

Les Elections Cantonales

Les secrétaires des Groupes sont instamment priés de nous adresser le soir même du scrutin, ou au plus tard le lendemain matin les résultats des élections cantonales dans leur région, pour que dans le prochain SOCIALISTE nous puissions totaliser les voix réunies sur les candidats du Parti dans toute la France.

LA SEMAINE

Pour peu que cela continue, tout le Ministère de la guerre ne tardera pas à être réuni à la Santé, et c'est au parloir de cette prison devenue militaire, qu'auront à se tenir les séances plénières du grand Etat-Major.

Après le commandant Esterhazy, (uhlans, saluez votre futur capitaine !) arrêté et incarcéré pour faux ; après le lieutenant-colonel Picquard, poursuivi et écroué en vertu de la loi sur l'espionnage, voici le colonel du Paty de Clam candidat à une troisième — mais pas dernière cellule.

C'est un journal tout ce qu'il y a de plus ami de l'ordre qui énumère comme suit les titres de cet officier supérieur à un mandat d'amener du juge d'instruction Berthulus :

Le complice en faux d'Esterhazy et de la fille Pays, c'est M. DU PATY DE CLAM.

L'officier qui a averti Esterhazy, qui a trahi, pour sauver le traître, le secret des enquêtes, qui a renseigné Esterhazy, qui l'a documenté, conseillé, conduit par la main, c'est M. DU PATY DE CLAM.

La faussaire « Speranza », la « dame volée », l'inventeur de tant de machinations criminelles, les unes odieuses, les autres stupides, c'est M. DU PATY DE CLAM.

Celui qui a fait sortir de la caisse secrète du Ministère de la guerre le « document libérateur », qui l'a donné à Esterhazy, c'est M. DU PATY DE CLAM.

L'inspirateur des dépêches « Blanche » et « Speranza », le complice de ces faux, c'est M. DU PATY DE CLAM.

Ils vont bien, les professionnels de la défense nationale et l'honneur de l'armée est entre bonnes mains.

Le Bulletin de statistique et de législation comparée, vient de publier le tableau des mutations par décès pour 1896. Elles ont atteint le chiffre de 866,925, et la valeur des biens transmis le total de 5 milliards et demi.

Les mutations pour toute la ligne collatérale, au nombre de 154,625, ont porté sur un milliard vingt-deux millions et demi.

Si l'article 12 du Programme du Parti Ouvrier, visant la suppression de tout héritage en ligne collatérale avait été appliqué, c'est donc plus d'un milliard qui serait en une seule année rentré à la société, lui permettant de prendre à sa charge l'enfance et la vieillesse ouvrière et paysanne.

La Ligue des femmes pour le désarmement international adresse un nouvel appel aux « Sœurs de toutes les nations ». Elle dénonce les 8 milliards par année absorbés, rien qu'en Europe, pour la production et l'entretien des moyens de destruction sur lesquels repose la paix armée. Et, indignée devant un pareil budget de la mort — alors que les chapitres de la vie : instruction, agriculture, etc., sont si dérisoirement dotés — elle crie : bas les

armes ! aux hommes assez imbéciles et assez aveugles pour mener l'humanité à sa ruine. Impossible de ne pas être ému par cette généreuse intervention des modernes Sabines ; mais impossible également de ne pas les rappeler à la réalité en leur montrant le militarisme qui les révolte, inséparable du régime capitaliste lui-même.

Toutes les protestations resteront impuissantes, aussi longtemps que le triomphe du socialisme, en supprimant la lutte pour la vie entre les hommes, n'aura pas créé, sur l'harmonie des intérêts, la grande paix sociale.

C'est au parti socialiste, par suite, seul parti de la paix, que doivent venir non seulement nos Ligueuses, mais toutes les femmes qui n'entendent pas plus longtemps enfanter pour la guerre, cette dernière et pire forme de l'anthropophagie.

Notre ami Jaurès ne fera pas à la Sorbonne le cours libre qu'il avait projeté « sur les principes du socialisme et leurs rapports avec l'individualité, la moralité, l'art et la religion ».

Ainsi l'ont décidé, la semaine dernière, la Faculté des lettres par 21 voix contre 16, et lundi passé, en dernier ressort, le Conseil de l'Université.

Le libéralisme de ces « intellectuels » est à l'éclipse comme leur conscience. Ou, plus exactement, c'est un libéralisme de classe, finissant avec les intérêts de leur classe.

Ils s'indignent et rougissent comme d'une honte nationale, à la seule idée d'un conseil de guerre ayant pu condamner et déporter illégalement un dirigeant militaire. Mais eux-mêmes n'hésitent pas à condamner sans les entendre — uniquement parce que périlleuses pour l'ordre bourgeois — des doctrines qui agitent le monde entier et ont droit de cité depuis longtemps dans nombre d'Universités étrangères. Ils n'éprouvent ni honte ni indignation à les proscrire du haut et libre enseignement de France, même lorsqu'elles se présentent avec le talent et le passé universitaire d'un Jaurès.

Tartufes, va !

Le bruit se confirme que c'est en Russie, chez notre grand ami Nicolas, qu'à la demande de ce dernier, Emile Zola aurait fini par chercher un refuge. « Salut au maître, défenseur de la justice ! » lui aurait dit en l'abordant et en lui tendant la main le commandant du navire — également russe — chargé de le conduire à Saint-Petersbourg.

Le tzar dreyfusard ! Pendez-vous, braves nationalistes, Rochefort, Deroulède, Millevoye et autres inventeurs patriotiques de l'alliance russe.

INSTRUCTION SUBVERSIVE

Les dangers que présente... pour l'ordre actuel la diffusion de l'instruction publique ne sont pas sans avoir frappé les moins myopes de nos dirigeants.

C'est ainsi que dès 1887, essayant de réagir, le ministère Rouvier rétablissait les droits d'inscription pour les étudiants et relevait le prix de la pension dans les lycées.

L'année dernière, c'était le ministère Méline qui donnait un large coup de ciseaux dans les bourses d'enseignement supérieur, réduites de près de moitié.

Mais ces mesures restrictives paraissent outrageusement insuffisantes aux penseurs de la bourgeoisie, aux économistes à la Leroy Beaulieu, qui voudraient aller jusqu'à la suppression de la gratuité en matière d'enseignement primaire.

Ils se rendent compte que la multiplication des bourses, des brevets et des diplômes, en multipliant les déclassés, est en train de nous faire tout un peuple de mécontents et d'insurgés. Pour un poste vacant c'est cent candidats qui se présentent aujourd'hui, ce sera mille candidats qui se présenteront demain. Non seulement l'enseignement, mais toutes les carrières dites libérales sont encombrées, laissant à la

porte, dans la rue, en pleine misère, une foule d'autant moins résignée, d'autant plus périlleuse pour le régime capitaliste qu'elle est plus développée cérébralement. Ceux-là, dont on a exalté l'ambition et qui considèrent les certificats enlevés aux concours comme un espèce de bon sur la caisse sociale, ne se laisseront pas mourir de faim sous prétexte qu'au banquet il n'y a pas de place ou de couvert pour eux. Ils renverseront la table et les convives avec.

Rien de plus exact. Nous l'avons écrit, non pas une fois, mais vingt : la surproduction de producteurs intellectuels — nécessairement sans emploi — c'est un jour ou l'autre, mais à bref délai et fatalement, la Révolution. Heureusement! *Ceci tuera cela* : l'instruction, que la bourgeoisie républicaine a été forcée de répandre à pleines mains, et qu'elle n'est pas maîtresse — quoiqu'on en croie — de reprendre, tuera la société bourgeoise.

Il est vrai que pour nos adversaires économicistes et gouvernementaux il existerait un remède au mal qu'ils reconnaissent après nous, — sans quoi ils eussent gardé de Conrart le silence prudent, — et ce remède consisterait en une nouvelle direction à imprimer à l'éducation, d'abstraite et de formelle devenant professionnelle et technique.

Au lieu de faire des cerveaux dont nous n'avons pas le placement, faisons des mains — s'écrient-ils — habiles au commerce, à l'industrie, au travail agricole! C'est le salut — à les entendre ; mais l'erreur est flagrante et il ne se passera pas longtemps avant qu'elle éclate à tous les yeux.

Quelqu'élasticité qu'on leur prête, les différents métiers ne pourront jamais occuper qu'un certain nombre de travailleurs supérieurs : dessinateurs, chimistes, comptables, etc. Et ce nombre est tous les jours réduit par les progrès du machinisme (1), qui ne laisse subsister que le manœuvre, quand il le subsiste. L'encombrement est donc inévitable sur le terrain du travail plus particulièrement musculaire, comme sur le terrain du travail plus particulièrement intellectuel. Et à la pléthore de bacheliers, d'institutrices et d'institutrices, qui épouvante justement les Rouvier-Méline et leur classe, fera suite — si ce n'est déjà fait — la pléthore de capacités ouvrières, avec les mêmes conséquences subversives de « mécontentement par suite de l'inégalité entre leur valeur acquise et leurs moyens d'existence », et d'affamés mangeant finalement la société qui ne peut leur donner à manger.

Loin d'être une issue, l'école-atelier fabricant plus de machines humaines perfectionnées que n'en a besoin la production capitaliste, complètera l'impassé dans laquelle est enfermé — et périra — un ordre social à ce point absurde qu'il ne peut pas plus utiliser tous ses producteurs que consommer tous ses produits.

Messieurs de la bourgeoisie peuvent faire leurs malles. De quelque côté qu'on la tourne et qu'on la retourne, l'instruction

(1) Le nouveau procédé de tissage électrique, dû à Yan Szenopnik supprime les metteurs en carte, « des spécialistes fort coûteux », observent les journaux patronaux.

qui ne saurait plus être limitée que dans une mesure ridicule, leur prépare une génération qui les mettra en fiacre — dans ce fiacre historique du 24 février qui emporte les classes condamnées comme les dynasties mortes.

J. G.

Le Millionnaire Bebel

Récemment, dans le journal de M. Méline et des grands capitalistes du Nord, la *République française*, paraissait un article des plus venimeux où il était question de la richesse de certains socialistes. Après le millionnaire Jaurès, c'était le millionnaire Bebel qui venait de se faire bâtir une somptueuse villa sur les bords enchanteurs du lac de Zurich.

On devine, sans qu'il soit besoin de s'y étendre davantage, à quels développements se prêtait le thème des roubards militants du socialisme édifient de grosses fortunes et se faisant de belles rentes sur la crédulité des ouvriers...

Les organes de la presse bourgeoise ne se firent pas faute de reproduire et de commenter l'article de la *République française*.

Par curiosité, j'en adressai quelques-uns à Liebknecht en lui demandant ce qu'il en pensait.

Voici sa réponse. Nos amis en feront leur profit.

RAYMOND LAVIGNE.

Charlottenbourg, 26 juillet 1898.

Mon cher ami,

Voici les renseignements demandés :

La villa de Bebel! Pardieu, la bêtise de la bourgeoisie est internationale, comme la bourgeoisie elle-même!

Oui, Bebel a bâti une villa au bord du lac de Zurich. Mais est-ce qu'il faut être millionnaire pour bâtir une maison? Monsieur Méline ne sait-il pas qu'il ne faut point de richesses pour cela?

Moi je suis prolétaire — et quand je retournai en Allemagne, il y a trente-six ans, je fus agréablement surpris par l'offre d'une grande maison, à Berlin, pour cinquante thalers (150 marks)! Je refusai modestement, après avoir appris qu'il y avait une hypothèque de cinquante mille thalers sur la maison...

Monsieur Méline ne connaît-il pas ces mystères de la société capitaliste? Et ne sait-il pas qu'on peut bâtir une maison sans avoir un sou?

C'est vrai : Bebel a quelques sous, — il était fabricant, en proportions très modiques — et il s'est acquis une petite fortune, — très petite. Il payait les salaires les plus hauts et travaillait lui-même, comme le plus zélé de ses ouvriers, dont il était l'ami et le compagnon. Néanmoins, il se dit, un jour, qu'il ne pouvait pas rester fabricant s'il voulait dédier toutes ses forces à la propagande socialiste ; et, — comme Singer dans une position semblable, — il abandonnait son établissement bourgeois et se faisait écrivain.

Il avait le bonheur d'écrire un livre qui fut acheté énormément — plus encore par des bourgeois que par des prolétaires. Ce livre est : *La Femme et le Socialisme*, que vous connaissez. Il lui a produit un beau revenu, qui ne vient pas des poches des ouvriers, mais principalement des poches des bons bourgeois et des bonnes bourgeoises.

Et ce revenu, — dû à son travail, et non pas à l'exploitation, — lui a fourni les moyens d'acheter un petit terrain sur les bords du lac de Zurich et d'y ériger sa villa.

M. Méline comprend-il, maintenant? Ou veut-il que les socialistes vivent dans la misère? Ou encore croit-il que les socialistes

dans cette société bourgeoise peuvent vivre en dehors de la société bourgeoise?

Est-ce que le socialisme se peut réaliser dans la société bourgeoise? M. Méline et ses amis de la *République Française* connaissent trop bien les pratiques — et les avantages — de la société bourgeoise pour ignorer que c'est impossible.

Alors, pourquoi ces reproches à Bebel? C'est absurde et c'est malhonnête.

Voilà ce que je pense de ces vilénies, qui sont caractéristiques pour le niveau moral et intellectuel de la bourgeoisie internationale vers la fin du XIX^e siècle.

Salut fraternel à vous et autres amis Français.

Tout à vous.

W. LIEBKNECHT.

Le Conseil National rappelle à tous les Groupes et Syndicats adhérents la décision du Congrès de Romilly (1895), qui leur fait une obligation de s'abonner à l'Organe Central du Parti.

DUPERIE ET RÉACTION

Même lorsqu'il se défend de tout rapport avec le *Mort aux juifs* du moyen-âge, l'antisémitisme n'est que rétrogradation et duperie, ainsi que Jules Guesde le démontrait dès 1892, à la conférence contradictoire des Mille-Colonnes, sur le dos et en présence des Drumont, Guérin et consorts :

L'antisémitisme vient de nous déclarer que, malgré son nom, il n'est ni une guerre de religion, ni une guerre de race. Soit!

La campagne qu'il mène serait d'ordre purement économique, elle ne viserait que la Finance.

Mais pourquoi alors distinguer entre la finance juive et la finance chrétienne ou libre-penseuse? Ni les Baring, qui ont écumé pendant un siècle le marché anglais, ni les Mackay, les Gould et les Vanderbilt qui exercent, en pleine République américaine, la royauté du milliard, n'ont le moindre ancêtre commun avec nos Rotschild. Ce qui ne les a pas empêchés et ne les empêche pas d'opérer sur les grandes routes de l'industrie, du commerce et de l'épargne, avec les mêmes procédés et les mêmes arguments que le sémita de la rue Laffitte.

Mais j'irai plus loin et à ceux qui croient faire œuvre sociale ou socialiste en dénonçant aux colères populaires les « financiers » sous l'appellation impropre de « juifs », je dirai qu'ils se trompent d'ennemi.

Ce n'est pas plus la finance que la juiverie qui, dans les mines et les usines, met en coupe réglée le prolétariat sans distinction de sexe ni d'âge. Dans les puits à charbon comme dans les hauts-fourneaux, les tissages et les filatures, c'est le patronat individuel ou collectif des d'Audiffret-Pasquier, des Schneider, des Chagot et des Bréchards — tous plus catholiques les uns que les autres — que l'ouvrier et l'ouvrière trouvent à la source de leur misère et de leur servitude.

La Haute-Banque n'intervient que pour voler ces voleurs du travail prolétarien. Aussi, même expliqué, même corrigé,

l'antisémitisme, devenu l'anti-financé-risme, n'a-t-il aucune chance de mordre sur la masse des dépossédés et de les entraîner.

Un homme d'une autre envergure que vous, qui avait eu, aux heures tragiques de 1870-71, le pays dans sa main, s'avisait lui aussi, de dériver le mouvement socialiste et de lancer les travailleurs contre le « cléricalisme » qu'il déclarait « l'ennemi ». A manger du prétre, pensait-il, ces derniers oublieront la classe capitaliste à combattre et à exproprier politiquement et économiquement.

Cette tentative de détournement, malgré le prestige de son auteur, a échoué misérablement.

Il en sera de même de votre : « Le juif, voilà l'ennemi! » Cet os que vous jetez aux prolétaires, ils vous le laisseront pour compte, poursuivant leur lutte de classe pour la conquête des pouvoirs publics et la reprise des moyens de production désormais mis en valeur socialement.

Ils savent, en effet, ce qu'ignorent les antisémites, que l'émancipation du travail est là — et n'est que là : — « La propriété et la production unitaires sociales substituées à la propriété et à la production anarchiques privées. »

Et ce n'est pas eux qui parleraient de « décentralisation financière » comme remède à leurs maux. Il faut reculer les bornes de l'utopie pour songer seulement à une semblable solution.

La centralisation financière que vous attaquez à l'aveugle n'est qu'un effet, le produit et le dernier terme, pour ne pas dire le couronnement nécessaire, de la centralisation industrielle et commerciale moderne, née elle-même des découvertes et des applications de la science, vapeur, machine, électricité.

Prétendre décentraliser la finance ou le crédit, alors que tout se concentre — et fatalement — dans le domaine de la production et de l'échange, est tout aussi sensé que de vouloir arrêter ou décentraliser le flux et le reflux de l'Océan.

La concentration économique qui s'opère actuellement sous forme féodale, au bénéfice de quelques-uns, peut — et doit — s'achever sous la forme sociale au bénéfice de tous. Mais elle ne saurait être ni enrayée ni détruite.

Sans compter que, fissiez-vous ce miracle, vous l'auriez accompli non pas au profit, mais pour le plus grand malheur de l'humanité, qui sera d'autant plus vite et plus complètement libre que, concentré, centralisé entre un plus petit nombre de mains, son patrimoine ainsi reconstitué sera plus facile à récupérer d'un seul coup...

Loin d'aller au fractionnement du crédit ou de la propriété, tout va à l'unité, unité de propriété, de production, d'espace. L'homme devient de plus en plus un être international, partout chez lui sur la planète appropriée à ses besoins. A nous le monde, devenu la grande patrie commune, dont nous serons tous, à titre égal, citoyens!

Et lorsque, ne voulant pas, ou ne pouvant pas voir la Révolution qui s'accomplit, l'antisémitisme réveille les souvenirs sanglants des divisions passées, malgré

PREMIER CONGRÈS

DU

Parti Ouvrier démocrate-socialiste RUSSE

MANIFESTE

Il y a cinquante ans que la tempête vivifiante de la Révolution de 1848 faisait le tour de l'Europe et que pour la première fois la classe ouvrière moderne se dressait comme une grande force historique. Avec son concours, la bourgeoisie put balayer beaucoup de formes vieilles, d'ordre féodal ou monarchique.

Mais la bourgeoisie eut vite fait de reconnaître dans le nouvel allié son ennemi le plus redoutable et elle n'hésita pas à tout livrer à la réaction, elle même, son ennemi et la liberté. Il était trop tard cependant, le prolétariat, momentanément vaincu, réapparut au bout de dix à quinze ans sur la scène de l'Histoire avec des forces doublées, avec une conscience de lui-même considérablement accrue, en lutteur complètement mûr pour son émancipation finale.

Pendant tout ce temps, la Russie parut rester en dehors de la grande route du mouvement

historique. Aucune apparence de lutte de classe; cette lutte existait cependant et partout elle allait se précisant et se développant. Le gouvernement Russe avec un zèle qu'on ne saurait trop louer, se faisait lui-même le semeur de la lutte de classe en dépouillant les paysans, en protégeant les seigneurs et en nourrissant et en engraisant sur le dos de la population laborieuse les grands capitalistes. Mais l'ordre capitaliste bourgeois ne saurait se concevoir sans un prolétariat ou sans une classe ouvrière. Cette dernière naît avec le capitalisme; elle se développe avec lui, se fortifie, et au fur et à mesure de son développement, se voit de plus en plus entraînée à la lutte contre la bourgeoisie.

L'ouvrier de fabrique Russe, serf ou libre, menait toujours une lutte ouverte ou secrète contre ses exploiteurs. A mesure que le capitalisme se développait, le champ de cette lutte s'étendait embrassant des couches de plus en plus nombreuses de la population ouvrière. L'éveil de la conscience de classe dans le prolétariat Russe et la croissance du mouvement ouvrier proprement dit ont coïncidé avec le développement de la démocratie socialiste internationale incarnant la lutte de classe et l'idéal de classe des ouvriers conscients du monde entier.

L'action de toutes les organisations Russes de ces derniers temps s'est toujours exercée

consciemment ou inconsciemment dans le sens des idées démocrates-socialistes. La force et l'importance du mouvement ouvrier, ainsi que de la démocratie socialiste qui se base sur ce mouvement se sont manifestées avec éclat par toute une série de grèves récentes, en Russie et en Pologne, et surtout par les grèves retentissantes des tisseurs et des fileurs de Saint-Petersbourg en 1896 et 1897.

Ces grèves ont contraint le gouvernement à promulguer la loi du 2 juin 1897 sur la durée de la journée de travail. Cette loi — malgré tous ses grands défauts — restera pour toujours comme une preuve mémorable de la puissante pression exercée sur l'action législative et autre du gouvernement par les efforts combinés des travailleurs.

C'est en vain que le gouvernement s'imaginerait pouvoir par des concessions apaiser les ouvriers. Partout la classe ouvrière devient d'autant plus exigeante qu'on lui donne davantage. Il n'en sera pas autrement pour le prolétariat Russe. On ne lui donnait jusqu'à présent que lorsqu'il revendiquait, on ne lui donnera dorénavant que ce qu'il aura revendiqué.

Et que n'a-t-elle pas à revendiquer, cette classe ouvrière Russe?

Elle est complètement privée de tout ce dont jouissent librement ses frères de l'étranger : participation au gouvernement du pays, liberté de la parole et de la presse, droit de réunion et

d'association, tout lui manque de ces moyens ou instruments dont dispose le prolétariat de l'Europe occidentale et de l'Amérique pour améliorer sa situation et en même temps lutter pour son affranchissement final contre la propriété privée pour le socialisme.

La liberté politique n'est pas moins indispensable au prolétariat Russe que l'air pur à la respiration saine. Elle est la condition fondamentale de son libre développement et de sa lutte féconde pour des améliorations partielles et son émancipation intégrale.

Mais cette liberté politique qui lui est nécessaire, le prolétariat Russe ne peut la conquérir que par lui-même.

Plus on se rapproche de l'Orient et plus la bourgeoisie devient politiquement faible, lâche et canaille. Plus incombe par suite au prolétariat la solution de tous les problèmes politiques et sociaux.

Sur ses robustes épaules, la classe ouvrière Russe a à porter et portera la tâche de la liberté politique à conquérir. C'est un pas nécessaire, mais ce n'est qu'un premier pas dans l'accomplissement de la grande mission historique du prolétariat instaurant un ordre social dans lequel il n'y aurait plus place à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le prolétariat Russe secouera le joug de l'absolutisme pour poursuivre avec une énergie accrue la lutte contre le capitalisme et la bour-

